

■ CARTE BLANCHE À...

Thierry Ottaviani

Président de SOS Petits Porteurs. Auteur avec J-J Defaix du Guide des placements financiers et de vos droits (éd. Gualino). A propos de l'ex-amendement Marini tant décrié.

L'amendement Marini proposait aux actionnaires de déduire de leurs impôts, une partie des moins-values réalisées en 2008. La violente polémique qu'il a déclenchée a conduit le sénateur à retirer le texte le soir même. Cette polémique a confondu les petits actionnaires avec de gros spéculateurs. Elle a ignoré que c'est généralement à la suite d'un conseil de leur banque ou de leur assurance que des centaines de milliers de personnes, souvent des retraités, pas toujours des gens riches, ont placé une grande partie de leur patrimoine financier sur des actions. Beaucoup d'épargnants ignorent que les assurances-vie en unités de compte sont des produits boursiers. Pourtant, ils ont été de plus en plus nombreux à y souscrire : 40 % du capital des assurances-vie était investi sur de la Bourse en 2006 contre 20 % en 2000. La part placée sur des valeurs boursières a ainsi doublé en six ans ! Or, en principe, l'assurance-vie, appelée aussi "placement préféré des Français", est faite pour protéger l'épargnant des aléas de la vie et non pour l'exposer au risque !

L'amendement Marini ne concernait pas les assurances-vie en unités de compte, pas plus que les plans d'épargne entreprise. Il avait un avantage : ouvrir le débat sur la question du remboursement des petits actionnaires qui ne sont pas



Thierry Ottaviani regrette la polémique autour de l'amendement Marini.

tous de méchants boursicoteurs. Contrairement à ce que l'on a pu entendre, l'amendement Marini ne concernait pas les gros actionnaires puisqu'il s'appliquait aux personnes dont le total des cessions (ventes et achats d'actions) ne dépassait pas les 25 000 €. Les gros boursicoteurs étaient donc, de fait, exclus. De plus, eux, ils peuvent déjà déduire leurs moins-values des plus-values réalisées dans les dix ans qui suivent la perte ! Les actionnaires qui ont vendu cette année leurs actions à perte l'ont généralement fait par manque de liquidités. Il ne s'agissait donc pas des plus riches. L'amendement Marini présentait des défauts. Il aurait pu être amélioré. Pour cela il aurait fallu que le débat ne soit pas faussé par des a priori idéologiques.

Eco-déballages. — Le ministre du Développement durable, Jean-Louis Borloo, s'est déclaré « scandalisé » par l'affaire des placements financiers dans des paradis fiscaux par la société Eco-Emballages. « Je trouve hallucinant de trouver 60 millions d'euros qui se baladent dans un paradis fiscal », a-t-il ajouté. Il dit avoir été informé par Eco-Emballages d'« un risque de pertes financières, liées à des placements non sécurisés d'une partie de la trésorerie dans des paradis fiscaux ». Eco-Emballages recueille la participation des entreprises à la collecte et au recyclage de leurs emballages, et reverse les fonds aux collectivités locales. L'entreprise est agréée par l'Etat pour cette mission d'intérêt général.

Parti socialiste. — Le député de l'Essonne Julien Dray, proche de Ségolène Royal, s'en est pris aux « jeunes dirigeants » de la nouvelle direction du PS. « Je rappelle aux jeunes dirigeants du Parti socialiste qu'ils ne sont pas des agitateurs, qu'ils sont d'abord et avant tout des responsables politiques sérieux qui peuvent être amenés un jour ou l'autre à diriger le pays », a ajouté M. Dray sur i-Télé.



Jean-Louis Borloo : « Scandalisé. »

Rama Yade (1). — François Bayrou a estimé, en réaction aux déclarations de Bernard Kouchner remettant en cause la fonction de Rama Yade, secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme, que : « Rama Yade aujourd'hui, Rachida Dati la veille, sont ciblées ». Le président du MoDem a ajouté : « C'est la cour. Dans une monarchie ça fonctionne comme ça, par grâces et disgrâces. Quand on est en disgrâce, il suffit du signe discret du souverain, on ne l'entend pas, mais on lâche contre eux ou elles la meute des hyènes ».

Rama Yade (2). — « La France ne serait pas la France sans les droits de l'Homme. On n'a pas le droit de brader cette identité », estime Rama Yade en défendant son bilan, dans un entretien publié dans « La Provence ». Son ministre de tutelle, Bernard Kouchner, avait estimé avoir eu « tort » en demandant la création d'un secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme. « Je ne prends pas cela comme une affaire personnelle », assure la première intéressée. « C'est important, pas pour moi, mais pour notre pays. Les droits de l'Homme font partie de l'identité de la France ».



R. Yade : « Important pour notre pays. »

■ REVUE DE COURRIER

prix du gaz

■ PAROLES

« Les dindons de la farce »

La hausse du cours du pétrole avait servi de levier pour augmenter le prix du gaz. Maintenant que la tendance est à la chute du coût du baril, nos lecteurs estiment devoir profiter d'une réduction de leur facture de gaz. Ce n'est guère le cas.

L'incompréhension est totale. Et comme son impact est certain sur le porte-monnaie, la pilule du gaz chère a du mal à passer. Enfin, plus qu'un gaz onéreux, c'est plutôt l'absence de baisse de prix de ce gaz qui interpelle nos lecteurs. Il y a belle lurette que la question tur-lupine Jean-Claude Maciejewski : « Le gaz n'était-il pas indexé sur le prix du pétrole ? » Le point d'interrogation ne semble être posé que pour l'ironie. Toujours est-il que, si besoin de réponse il y avait réellement, Claude Welsch, par courriel, l'apporterait bien volontiers : « Le prix du gaz est indexé sur celui du pétrole brut. Quand le brut augmente le prix du gaz augmente également (avec quelques corrections du fait de l'Etat). Or le baril de pétrole ne cesse de baisser ces derniers temps mais l'indexation vers le bas est longue à être mise en application. » A son courriel, vien-

nant s'ajouter ceux d'autres personnes qui veulent que le mécanisme qui justifie la hausse ait son pendant à la baisse. Ce n'est pas le cas. Dominique Thomassin de Neufgrange le dénonce : « Le prix du gaz a explosé ces derniers mois car basé sur le cours du pétrole, ce que je peux éventuellement comprendre. Là où le bât blesse c'est qu'à ce jour le cours du pétrole a chuté de près de 60 % mais rien pour les ménages se chauffant au gaz. »

Tout pour l'actionnaire.

Monsieur Thomassin s'en prend alors au patron de Gaz de France (GDF) : « Monsieur Cirelli toujours prompt à réclamer une augmentation "à deux chiffres" nous oppose un silence assourdissant, sans doute pour engranger un maximum de bénéfices à la limite de l'indécence. 11 millions de ménages sont tout de même concernés » assène-t-il.

Il semble même surpris que la vague d'indignation ne soit pas plus forte que cela. Depuis Château-Salins, Bernard Mouchot s'étrangle : « Les mêmes causes ne produiraient-elles pas les mêmes effets ? » Il s'est lui aussi penché sur les chiffres, donc sur sa facture. Le fruit de ses constatations est celui-ci : « On se souvient que GDF (dont le F de France ne pèse plus que 35 %) avait demandé et obtenu pas moins de deux augmentations en début d'année suite à l'évolution du prix du pétrole. Celui-ci vient de repasser sous la barre des 50 dollars, après avoir frôlé les 150 ! Et pas de baisse du gaz annoncée ? » Le temps est à la question ironique puisque la réponse, M. Mouchot la supplé : « Pourtant, GDF et son allié SUEZ affichent une belle santé financière, d'importants investissements au Mexique, une rémunération des actionnaires en augmentation régulière : objec-



Nos lecteurs ont du mal à accepter que le prix du gaz ne suive pas la tendance à la baisse observée pour le pétrole.

tif, plus 10 à 15 % chaque année. » En somme, trop, c'est trop ! Il le décline ainsi : « Les consommateurs veulent bien payer le gaz, mais même en

cette période de fête, ils ne veulent pas être les dindons de la farce ! » Il ne manquerait plus qu'ils se retrouvent marrons au fond d'une gazinière.

plan de relance de l'immobilier

■ POINT DE VUE

« L'initiative est bonne »

L'immobilier est, avec l'automobile, l'un des piliers sur lesquels l'Etat adosse sa politique de relance de l'économie. Fabrice Genter, président délégué de la FNAIM Moselle se penche sur les mesures particulières annoncées.



F. Genter, président-délégué de la FNAIM Moselle.

Que vous inspire le doublement du montant du prêt à taux zéro, l'une des mesures phares du plan de relance de l'immobilier ?

L'initiative est bonne. C'est un signal fort d'optimisme. Il est dit clairement que le logement est l'une des priorités en France. C'est un bon coup de booster sur le logement. Comme cette aide est destinée aux primo accédants, c'est une bonne chose. Ce prêt est considéré comme un apport.

Cela va-t-il "dérider" les banques plus sélectives dans les demandes de prêts, crise obligeant ?

Globalement, les banques jouent le jeu. Elles sont juste revenues à des critères plus orthodoxes : prêt sur 15/20 ans, apport exigé. Ces dernières années, elles finançaient tout à 100 % et parfois sur 25/30 ans. Il n'y avait pas de risque puisque le prix de l'immobilier était en hausse constante. Avec la crise, les prix sont arrêtés et on revient ainsi à des règles normales de financement.

Le développement du logement social est aussi encouragé, stimulé

En France, il n'y a globalement pas assez de logements. L'offre est assurée par le parc privé et le parc HLM. On a besoin que le logement social remplisse son rôle. Aujourd'hui, 52 % de ceux qui ont le profil pour le logement social, sont logés par le parc privé. C'est-à-dire que le privé joue déjà son rôle social direct. Les parcs HLM doivent loger les gens qui ont ce profil. Boostons donc les parcs privés tout en permettant aux gens qui méritent d'aller en HLM d'être logés correctement.

Il est question d'un "assouplissement temporaire des règles d'urbanisme". De quoi s'agit-il ?

J'avoue que nous avons besoin d'une explication de texte. J'ai cherché à voir comment cela s'applique, je n'ai pas encore trouvé. J'attends donc d'avoir plus de détails.

Les mesures annoncées vous paraissent-elles suffisantes ?

On peu aller un peu plus loin. Déjà, en allégeant la fiscalité sur le revenu foncier. On a

besoin de logements et on taxe plus les propriétaires ! Cela ne va pas dans le bon sens. Faire du logement une priorité devrait conduire à moins le taxer que certains produits financiers ou d'assurance-vie. Par ailleurs, le rapport Attali avait préconisé des relations plus équilibrées entre propriétaires et locataires. Cela a abouti à un seul mois de garantie à verser par les locataires au lieu des deux comme précédemment. Les propriétaires ont fait l'effort mais la contrepartie, qui était l'accélération des procédures contre les locataires de mauvaise foi, on l'attend toujours... L'immobilier reste vraiment un placement sûr qui fonctionne. Tous les gens qui ont acheté un appartement ont accru la valeur de leur bien. Alors ceux qui ont misé sur la bourse sont actuellement dans des sables mouvants. En plus, le logement répond vraiment à un besoin premier : se loger soi-même ou loger les autres. Ça, ce n'est pas mal. Non ? !

Propos recueillis par Malick DIA.

OPINIONS

Mirasierra n'est pas un martyr

« Le tapage entourant l'affaire Santos Mirasierra, supporteur de l'Olympique de Marseille, condamné à trois ans et demi de prison à Madrid pour avoir jeté une chaise sur un policier revêt vraiment un caractère indécent. Voilà un individu qui s'adonne à des violences, qui est pris, puni (certes lourdement) et que l'on transforme en quasi-héros national. Cela est insupportable. Un supporteur imbécile est d'abord un imbécile avant d'être un supporteur. On peut encourager son équipe favorite sans insulter l'adversaire et sans vociférer contre l'arbitre. Je suis toujours effaré, quand je vais voir le FC Metz, mon équipe favorite, par l'attitude de certains supporters qui se dévotent à moitié alors qu'il fait 4 ou 5°; qui se jettent sur les grillages métalliques lorsque l'équipe adverse met un but et bousculent les stadiers en faisant des doigts dits d'honneur ! Convertir en saint le supporteur marseillais condamné à Madrid confère une sorte de légitimité à tous ces zozos des stades dont la violence et l'irrespect sont les seules motivations qui les amènent sur les gradins. »

Jean François, vice-président du Conseil général, chargé des sports.

Veillons sur la démocratie

« Frédéric Lefebvre (député et porte-parole UMP, NDLR) vient de lancer une nouvelle pique sur la nécessité de psychiatiser (ou peu s'en faut) les enfants dès l'âge de trois ans. Ce procédé est fatigant qui consiste à relancer sans cesse une proposition à l'égard de laquelle la population a déjà exprimé son hostilité. Le tout en espérant qu'une démobilitation passagère, qu'un malentendu, qu'une chute de la vigilance citoyenne au moment des fêtes, permettra de la faire passer en douce. Je passe sur les référendums dont certains aimeraient qu'ils soient remis au vote encore et encore jusqu'à leur acceptation par le petit peuple, lequel ne sait décidément pas ce qui est bon pour lui. Nous sommes également fatigués par ces propositions de loi qui sont adoptées la nuit, en catimini, sous la conduite de députés rompus aux procédés de hautes et basses besognes parlementaires. Faisons attention à préserver la démocratie. Car, après elle, il n'y a plus rien qu'un long silence. »

Dimitri Lioff, par courriel.

L'intolérance face à la misère

« Je veux réagir suite à l'article du forum "Pour un certain sens de la mesure", le 21/12/08, de N. G. de Yutz et concernant "L'hébergement forcé des SDF". C'est quand même grâce à ces associations (DAL, Don Quichotte), que "leurs enfants" peuvent réclamer un peu de dignité. Ils ont leur vie, leurs idées, leur sensibilité. Chacun est un cas particulier. Ce n'est pas de gymnases dont ils ont besoin, mais de logements qui leur permettent de se reconstruire une existence. Ces êtres humains n'ont certainement pas demandé à se retrouver dans cette situation. On injecte des milliards pour sauver des banques, mais on ne trouve pas les moyens pour reloger ces pauvres gens. N.G. de Yutz croit rêver, mais qu'elle aille un peu les rencontrer ces pauvres êtres et voir comment ça se passe en Allemagne. Quelle indécence d'écrire que ces associations exagèrent avec leurs exigences, alors que celles-ci se battent pour aider quelque 100 000 SDF, errants, vagabonds ou "clodos" face à un problème que notre pays ne sait pas résoudre depuis vingt ans. Je souhaite à toutes ces pauvres personnes de s'en sortir et aux personnes aussi intolérantes que N.G. de Yutz de ne jamais se retrouver dans cette situation, ne serait-ce qu'une journée Pour ma part, La Solidarité est un bon sens. »

Serge Domagala, de Zimming.

Britney Spears devant Obama

Les internautes à travers le monde se sont plus intéressés à Britney Spears et au catch qu'à Barack Obama en 2008, à en juger par le nombre de recherches menées sur ces mots clés recensés par le portail internet Yahoo !. Yahoo !, qui publie chaque année un palmarès des recherches les plus fréquentes menées par ses millions d'utilisateurs, souligne que la chanteuse Britney Spears, qui vient de sortir un nouvel album et semble avoir remis de l'ordre dans sa vie après avoir perdu la garde de ses enfants, a été en tête de ce classement sept fois en huit ans. Barack Obama, premier Noir à se faire élire président des Etats-Unis, se classe 3e de ce palmarès, derrière la fédération de catch WWE. Sur Yahoo.fr (France), c'est l'émission de télé-réalité Secret Story qui a déclenché le plus de recherches ; Barack Obama s'est classé 7e des recherches menées et la Première dame, Carla Bruni, 9e.

■ LA PHOTO



Jusque sous les lampions de la fête, nombreux sont encore ceux à avoir besoin de la solidarité pour tenir. La Lorraine reste mobilisée pour apporter réconfort et minimum de confort aux personnes que les accidents de la vie ont jeté à la rue froide. Dans le lot, pas mal de jeunes... (photo Pascal BROCARD).

Liberté

« Le gouvernement (...) nous laisse le choix d'ouvrir le dimanche, de travailler plus longtemps si nous le désirons, et voilà que les boucliers se lèvent : non ! [...] La Liberté a mauvaise presse en France. Déréguler, laisser davantage d'autonomie est perçu comme une surnoise tentative d'opprimer. »

Eric Lancier, par courriel.

Nous écrire

Par courrier : Le Republicain Lorrain Page Forum 57777 Metz CEDEX 9. Par E-mail : forum@republicain-lorrain.fr

Pour être publiés, vos courriers doivent mentionner vos nom, prénom, adresse, numéro de téléphone. Si vous souhaitez garder l'anonymat, seules vos initiales apparaîtront. Important : chaque texte ne devra pas excéder 20 lignes dactylographiées. Etant donné l'abondance du courrier, la rédaction se réserve le droit de ne publier que les passages les plus significatifs.

COUP DE GUEULE

Dégouté

« Le jeudi 4 décembre, sur France Info, la responsable de l'AFM (association française contre les myopathies) faisait la révélation suivante (ceci après insistance du journaliste) : France Télévision soi-disant partenaire du Téléthon, facture 1 500 000 € les 30 h de diffusion. C'est un véritable scandale, voilà où passe une partie des dons. Qu'en est-il des "vedettes" qui se produisent sur le plateau, on peut supposer qu'elles aussi tapent dans la caisse. C'est une honte ! Après les pièces jaunes, où l'on apprend que la SNCF, partenaire, facture le TGV ; que Mme Chirac, son acolyte David Douillet et les autres descendent dans des hôtels 5 étoiles ; Les Restos du Cœur, avec la révélation que les Enfoirés, se font payer pour leurs tournées ! Combien de temps vont continuer ces détournements, et la mise en avant de ces partenaires et vedettes qui me font vomir. Il est temps de faire les révélations et ne pas laisser les généreux donateurs dans l'ignorance [...] Il y en a marre de ces profiteurs. »

Francis, de Longwy.

Inique

« Je lis avec stupeur que le Sénat vient d'adopter un amendement UMP qui supprimera progressivement la demi-part supplémentaire accordée aux parents isolés ayant élevé seuls leurs enfants. Merci Monsieur Marini ! Que sait ce Monsieur des difficultés rencontrées par ces personnes qui n'ont jamais pu profiter pleinement de leur salaire et qui continuent, bien souvent, à soutenir leurs enfants étant donné la conjoncture actuelle. Une niche fiscale ? Cette mesure inique ne peut même pas être définie, je ne trouve pas de qualificatif qui va rendre encore un peu plus exsangues des gens qui n'avaient pas besoin de cela pour avoir du mal à boucler leur budget. »

Geneviève Maclot, par courriel.